

Éditorial

Vrai refus à un faux débat

Alors que le gouvernement a refusé tout dialogue au printemps dernier, que les recherches des mouvements pédagogiques ont été ignorées voire méprisées depuis plus de 70 ans, un débat sur l'avenir de l'école commencerait aujourd'hui !

Bien avant le début de ce grand débat national, la solution aux problèmes de l'école a été annoncée : réhabilitation exclusive de la transmission des savoirs scolaires, méthode syllabique pour l'apprentissage de la lecture, remise en cause de la mixité, retour à l'autorité, aux notes, aux redoublements, aux manuels scolaires imposés... Cette grande concertation déciderait des orientations de l'école pour les quinze ans à venir, mais on sait déjà qu'elle conduira à coup sûr à l'abrogation de la loi d'orientation de 1989, accusée d'être à la source de tant de maux. Bien que n'allant pas assez loin à notre sens, cette loi qui met l'enfant au centre du système éducatif, reste toujours une avancée.

La réforme annoncée résulterait-elle d'une évaluation sérieuse de son application ? Il suffit d'observer la réalité : l'une des innovations emblématiques de cette loi, la mise en place des cycles à l'école primaire est restée au stade des balbutiements. On pourrait continuer la liste à l'infini. La transmission de savoirs impersonnels, l'école désincarnée n'ont jamais cessé de prédominer ! Elles maintiennent tant d'enfants et de jeunes à distance de l'univers scolaire, quand elles ne les font pas fuir en instituant un rapport désastreux au savoir. Pire, la violence symbolique, générée par une école excluante, entraîne souvent une violence pure et simple de la part de jeunes qui ne s'en laissent plus compter. Le mode scolaire dominant est à l'image de la société qu'il sert : une société s'éloignant chaque jour un peu plus de l'horizon démocratique et populaire.

De belles voix, aujourd'hui bien en cour, nostalgiques en vogue d'un âge d'or introuvable, s'élèvent pour sauver l'école d'innovateurs soi-disant dangereux. Le salut passerait selon elles par la réhabilitation de filières ségréguées et un repli de l'école pour la protéger des pressions extérieures et qu'elle puisse se consacrer à sa noble mission en toute neutralité. Belle imposture doublée d'une contradiction à l'aube d'une décentralisation qui confierait l'école aux bons soins de pouvoirs locaux présentés comme forcément désintéressés. Belle imposture aussi quand ce sont les entreprises privées, les marques commerciales qui suppléent aux moyens d'une école en panne.

Dans ce contexte délétère, l'urgence est désormais à l'instauration d'une contre-culture face à un modèle dominant marqué par un renforcement de l'individualisme et de la compétition. Plus que jamais, c'est la prise en compte de l'enfant, du jeune dans toute sa globalité, de l'accueil en permanence des événements dont il est porteur et de la vie qui les sous-tend qu'il nous faut mettre au centre du système éducatif. Dans nos classes, dans nos écoles, chaque enfant, chaque jeune est reconnu comme acteur et auteur de ses apprentissages. Nous défendons une pédagogie du travail coopératif qui établit d'autres modes de relations et un rapport exigeant entre enfants, connaissances et cultures.

Plus que vers un collège unique jamais mis en actes, c'est vers une refonte du système éducatif dans son ensemble que nous devons aller. De vrais projets coopératifs ne peuvent naître que de vrais débats en partenariat avec des groupes de parents, des associations de quartiers au sein d'un véritable chantier de l'innovation coopérative.

On comprendra donc que l'ICEM Pédagogie Freinet ne puisse cautionner, en s'y impliquant, ce qui s'annonce comme un ersatz de débat aux conclusions déjà connues.

Face au nouvel ordre éducatif et quelle que soit l'issue de ce grand débat, nous poursuivons notre travail d'éducateurs pour une école laïque et populaire, émancipatrice et coopérative.



**LE CONSEIL D'ANIMATION
DE L'ICEM-PÉDAGOGIE FREINET
LE 3 DÉCEMBRE 2003**